|  |  |
| --- | --- |
| **Réunion préparatoire régionale pour l’Europe (RPM-EUR) en vue de la CMDT-17** | P:\SUP\Logos\Post-150th Anniv\ITU-logo-UNblue.jpg |
| **Vilnius, Lithuanie, 27-28 avril 2017** |  |
|  |  |
|  | **Document** **RPM-EUR17/5-F** |
|  | **24 février 2017** |
|  | **Original: anglais** |
| Directeur du Bureau de développement des télécommunications |
| RAPPORT SUR LES RÉSULTATS DE L'AMNT-16 QUI CONCERNENT LES TRAVAUX DE L'UIT-D |
|  |

Introduction

L'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT) s'est tenue à Yasmine Hammamet (Tunisie) du 25 octobre au 3 novembre 2016 et a été précédée par le Colloque mondial sur la normalisation (24 octobre 2016).

Les contributions soumises à l'AMNT peuvent, pour l'essentiel, être classées en trois grandes catégories: les propositions relatives aux travaux des commissions d'études de l'UIT-T, les propositions relatives aux Recommandations UIT-T et les propositions relatives aux Résolutions de l'AMNT.

Un grand nombre de Résolutions adoptées par l'AMNT-16 portent sur les besoins des pays en développement en termes de TIC au service du développement et sont par conséquent liés aux travaux de l'UIT-D.

Pour la plupart d'entre elles, il est fait mention, dans leur dispositif, de la collaboration et de la coopération avec l'UIT-D, avec ses commissions d'études et avec le Directeur du BDT. Dans certaines Résolutions, il est clairement indiqué qu'il convient de soutenir les efforts actuellement déployés par l'UIT-D.

On trouvera dans le Tableau 1 la liste des Résolutions de l'AMNT ayant une incidence sur les travaux de l'UIT-D. Les passages concernant l'UIT-D sont disponibles dans l'Annexe.

On trouvera dans le Tableau 2 un aperçu des Résolutions de l'AMNT concernant les travaux de l'UIT-D. Les passages concernés de ces Résolutions sont disponibles dans l'Annexe.

Conclusion

L'AMNT-16 a approuvé un nombre important de Résolutions, nouvelles ou révisées, aux termes desquelles l'UIT-D est appelé à collaborer à leur mise en oeuvre.

Les principaux sujets de plusieurs Résolutions, tels que le mandat des commissions d'études de l'UIT, l'Internet des objets, les applications OTT, la cybersécurité, l'itinérance mobile internationale (IMR), la réduction des disparités en matière d'inclusion financière, la contrefaçon, Smart Africa, la réduction de l'écart en matière de normalisation, le protocole IPv6, l'accessibilité, l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques ou encore la cybersanté, sont liés aux principaux domaines d'activité de l'UIT-D, dans la mesure où ils nécessitent qu'une assistance soit fournie aux Etats Membres, en particulier aux pays en développement, essentiellement sous forme de sensibilisation, d'organisation d'ateliers et de séminaires, de mise en place de plateformes de dialogue ainsi que de renforcement des capacités humaines et institutionnelles.

Etant donné que la plupart des Résolutions de l'AMNT-12 qui concernaient les travaux de l'UIT-D ont donné lieu à l'examen et à l'approbation de Résolutions correspondantes par la CMDT-14, le présent document donne des informations générales concernant les Résolutions approuvées à l'AMNT-16, destinées à être examinées par les membres dans le cadre des activités de préparation en vue de la CMDT-17, en vue d'orienter les travaux menés par l'UIT-D sur les sujets visés.

Tableau 1

Résolutions de l'AMNT ayant une incidence sur les travaux de l'UIT-D

| **Statut** | **Numéro** | **Titre** |
| --- | --- | --- |
| Nouvelle | A déterminer | Evaluation de la mise en oeuvre des Résolutions de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications |
| Nouvelle | A déterminer | Encourager les travaux de normalisation sur les aspects non radioélectriques des Télécommunications mobiles internationales au sein du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT |
| Nouvelle | A déterminer | Itinérance mobile internationale |
| Nouvelle | A déterminer | Etudes relatives à la protection des utilisateurs de services de télécommunication/TIC |
| Nouvelle | A déterminer | Promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour réduire les disparités en matière d'inclusion financière |
| Nouvelle | A déterminer | Etudes du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT visant à lutter contre la contrefaçon des dispositifs de télécommunication/technologies de l'information et de la communication |
| Nouvelle | A déterminer | Faciliter la mise en oeuvre du Manifeste Smart Africa |
| Nouvelle | A déterminer | Renforcer la normalisation de l'Internet des objets ainsi que des villes et communautés intelligentes pour le développement à l'échelle mondiale |
| Nouvelle | A déterminer | Initiatives prises par le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT pour mieux faire connaître les bonnes pratiques et les politiques relatives à la qualité de service |
| Nouvelle | A déterminer | Lutter contre le vol de dispositifs de télécommunication mobiles |
| Révisée | 2 | Domaine de compétence et mandat des commissions d'études du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT |
| Révisée | 18 | Principes et procédures applicables à la répartition des tâches et au renforcement de la coordination et de la coopération entre le Secteur des radiocommunications de l'UIT, le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT et le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT |
| Révisée | 29 | Procédures d'appel alternatives utilisées sur les réseaux de télécommunication internationaux |
| Révisée | 44 | Réduire l'écart en matière de normalisation entre pays en développement et pays développés |
| Révisée | 45 | Coordination efficace des travaux de normalisation entre les commissions d'études du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT et rôle du Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications |
| Révisée | 50 | Cybersécurité |
| Révisée | 52 | Lutter contre le spam |
| Révisée | 54 | Création de groupes régionaux et assistance à ces groupes |
| NOC | 58 | Encourager la création d'équipes nationales d'intervention en cas d'incident informatique, en particulier pour les pays en développement |
| Révisée | 64 | Attribution des adresses IP et mesures propres à faciliter le passage au protocole IPv6 ainsi que le déploiement de ce protocole |
| Révisée | 69 | Accès non discriminatoire aux ressources de l'Internet et aux télécommunications/TIC et utilisation non discriminatoire |
| Révisée | 72 | Problèmes de mesure et d'évaluation liés à l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques |
| Révisée | 73 | Les technologies de l'information et de la communication, l'environnement et les changements climatiques |
| Révisée | 76 | Etudes relatives aux tests de conformité et d'interopérabilité, assistance aux pays en développement et futur programme éventuel de marque UIT |
| Révisée | 78 | Applications et normes relatives aux technologies de l'information et de la communication pour améliorer l'accès aux services de cybersanté |

Tableau 2

Aperçu des Résolutions de l'AMNT concernant les travaux de l'UIT-D

|  |
| --- |
| Au titre de la nouvelle Résolution sur l'évaluation de la mise en oeuvre des Résolutions de l'AMNT, le Directeur du TSB est chargé, en collaboration avec les directeurs des autres Bureaux, de prendre les mesures nécessaires pour évaluer la mise en oeuvre des Résolutions de l'AMNT par toutes les parties concernées. |
| Au titre de la nouvelle Résolution sur le renforcement des travaux de normalisation relatifs aux aspects non radioélectriques des Télécommunications mobiles internationales au sein de l'UIT-T, la Commission d'études 13 de l'UIT-T est chargée de tenir à jour la feuille de route des activités de normalisation relatives aux IMT au sein de l'UIT-T, qui devrait comprendre des sujets d'étude destinés à faire progresser les travaux de normalisation relatifs aux éléments non radioélectriques des IMT, et de la communiquer, en sa qualité de commission d'études directrice pour les IMT, aux commissions d'études concernées de l'UIT-R et de l'UIT-D. |
| Au titre de la nouvelle Résolution sur l'itinérance mobile internationale (IMR), le Directeur du TSB est chargé de prendre des initiatives, en collaboration avec le Directeur du BDT, pour mieux faire connaître les avantages d'une baisse des tarifs de l'itinérance mobile internationale pour les consommateurs et les Directeurs des trois Bureaux sont encouragés à rechercher de nouveaux moyens d'améliorer l'efficacité des travaux de l'UIT consacrés aux IMT. |
| Au titre de la nouvelle Résolution sur les études relatives à la protection des utilisateurs de services de télécommunication/TIC, le Directeur du TSB est invité à fournir une assistance au Directeur du BDT pour la mise en oeuvre de la Résolution 196 (Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires. |
| Au titre de la nouvelle Résolution sur la promotion de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour réduire les disparités en matière d'inclusion financière, le Directeur du TSB est chargé, en collaboration avec les Directeurs des autres Bureaux, de présenter un rapport sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la Résolution au Conseil ainsi qu'à l'AMNT de 2020, d'appuyer l'élaboration de rapports et de bonnes pratiques sur l'inclusion financière numérique et d'organiser des ateliers et des séminaires à l'intention des membres de l'UIT. |
| Au titre de la nouvelle Résolution sur les études de l'UIT-T visant à lutter contre la contrefaçon des dispositifs de télécommunication/TIC, le Directeur du TSB est chargé, en collaboration étroite avec le Directeur du BDT, d'organiser des ateliers et des manifestations dans les régions de l'UIT, d'aider les pays en développement à mobiliser leurs ressources humaines pour lutter contre la progression de la contrefaçon et de l'altération volontaire des dispositifs de télécommunication/TIC, de travailler en étroite collaboration avec les parties prenantes pertinentes et d'aider les Etats Membres à prendre les mesures nécessaires pour appliquer les Recommandations UIT-T pertinentes. Le Directeur du TSB est en outre chargé, en étroite collaboration avec les Directeurs du BDT et du BR, d'aider les Etats Membres à répondre à leurs préoccupations en matière de contrefaçon et d'altération volontaire des dispositifs de télécommunication/TIC. |
| Au titre de la nouvelle Résolution visant à faciliter de la mise en oeuvre du Manifeste Smart Africa, le Directeur du TSB est chargé, en collaboration avec le Directeur du BDT, d'établir des mécanismes de collaboration et de coopération entre les commissions d'études de l'UIT-T et le bureau Smart Africa pour l'élaboration de normes, de continuer d'apporter un appui au Manifeste Smart Africa, d'apporter une assistance à Smart Africa et aux groupes régionaux pour l'Afrique, et de renforcer la formation et de fournir des orientations aux Etats Membres de Smart Africa. |

|  |
| --- |
| Au titre de la nouvelle Résolution sur le renforcement de la normalisation de l'Internet des objets ainsi que des villes et communautés intelligentes pour le développement à l'échelle mondiale, le Directeur du TSB est chargé, en collaboration avec les Directeurs du BDT et du BR, d'élaborer des rapports tenant compte, en particulier, des besoins des pays en développement en ce qui concerne les études relatives à l'Internet des objets et à ses applications, aux réseaux de capteurs, aux services et aux infrastructures et de continuer de diffuser les publications de l'UIT sur l'Internet des objets et les villes et communautés intelligentes, et d'organiser des forums, des séminaires et des ateliers sur la question, en tenant compte en particulier des besoins des pays en développement. |
| Au titre de la nouvelle Résolution sur les initiatives prises par l'UIT‑T pour mieux faire connaître les bonnes pratiques et les politiques relatives à la qualité de service, le Directeur du TSB est chargé, en collaboration étroite avec le Directeur du BDT, d'aider les pays en développement et les pays les moins avancés à identifier les possibilités de renforcement des capacités humaines et institutionnelles lors de l'établissement d'un cadre national de mesure de la qualité, de mener des activités, dans chaque région, afin d'identifier et de hiérarchiser les problèmes et d'aider les pays en développement et les pays les moins avancés à prendre et à mettre en oeuvre des mesures pour améliorer la qualité de service et tenir les utilisateurs informés. |
| Au titre de la nouvelle Résolution sur la lutte contre le vol de dispositifs de télécommunication mobiles, il a été décidé de charger le Directeur du TSB, en collaboration avec les Directeurs du BDT et du BR, de rassembler des informations sur les bonnes pratiques élaborées par le secteur privé ou les gouvernements, de faciliter la normalisation et la diffusion de recommandations, de rapports techniques et de lignes directrices, de tenir des consultations avec les commissions d'études concernées du Secteur, avec les fabricants de dispositifs mobiles, les fabricants d'éléments de réseaux de télécommunication, les opérateurs, les organisations de normalisation des télécommunications, ainsi que les concepteurs de technologies prometteuses s'occupant de ces questions, et de fournir une assistance aux Etats Membres qui en font la demande. |
| La RÉSOLUTION 2 sur le domaine de compétence et le mandat des commissions d'études de l'UIT‑T définit les mandats, les fonctions de commission d'études directrice et les points de repère pour les commissions d'études de l'UIT-T. Il est demandé aux Commissions d'études 13 et 20 de consulter l'UIT-D et de coopérer avec ce Secteur dans l'exercice de leur mandat.  |
| Au titre de la RÉSOLUTION 18 sur les principes et procédures applicables à la répartition des tâches et au renforcement de la coordination et de la coopération entre l'UIT-R, l'UIT-T et l'UIT-D, le GCR, le GCNT et le GCDT sont invités à continuer à apporter leur assistance au Groupe de coordination intersectorielle sur les questions d'intérêt mutuel pour identifier les sujets communs aux trois Secteurs et les mécanismes visant à renforcer la coopération et la collaboration dans tous les Secteurs sur les questions d'intérêt mutuel, et les Directeurs du BR, du TSB et du BDT et le Groupe ISC-TF sont invités à faire rapport au Groupe de coordination intersectorielle sur les questions d'intérêt mutuel. |
| Au titre de la RÉSOLUTION 29 sur les procédures d'appel alternatives utilisées sur les réseaux de télécommunication internationaux, le Directeur du TSB est chargé de continuer à coopérer avec le Directeur du BDT pour faciliter la participation des pays en développement à ces études, pour utiliser les résultats des études, et aux fins de la mise en oeuvre de cette Résolution. |

|  |
| --- |
| Au titre de la RÉSOLUTION 44 sur la réduction de l'écart en matière de normalisation entre pays en développement et pays développés, il a été décidé que le plan d'action reproduit dans l'annexe de cette Résolution doit continuer d'être mis en oeuvre et être examiné chaque année pour tenir compte des besoins des pays en développement, et que l'UIT-T, en collaboration avec les autres Secteurs, en particulier l'UIT-D, selon qu'il conviendra, doit élaborer un programme visant à aider les pays en développement à élaborer des stratégies et des méthodes propres à faciliter le processus consistant à établir un lien entre l'innovation et le processus de normalisation, aider les pays en développement à concevoir des moyens permettant de mettre en adéquation leurs stratégies industrielles et leurs stratégies en matière d'innovation au niveau national avec l'objectif tendant à obtenir les meilleurs résultats possibles pour leurs écosystèmes socio-économiques, aider les pays en développement à élaborer des stratégies relatives à la mise en place de laboratoires de test nationaux ou internationaux pour les nouvelles technologies. Il a en outre été décidé que les bureaux régionaux de l'UIT doivent participer aux activités du TSB, afin de promouvoir et de coordonner les activités de normalisation. De plus, le Directeur du TSB est chargé, en collaboration avec les Directeurs du BDT et du BR, de poursuivre la mise en oeuvre des objectifs du plan d'action ainsi que d'autres activités liées aux partenariats et à la collaboration. Les commissions d'études sont en outre chargées de continuer d'assurer une liaison avec les commissions d'études de l'UIT-D, s'il y a lieu, lors de l'élaboration de Recommandations UIT-T, nouvelles ou révisées. Enfin, le Directeur du TSB est invité à travailler en étroite collaboration avec les Directeurs du BDT et du BR, en vue d'encourager l'établissement de partenariats et d'envisager d'organiser des ateliers parallèlement aux réunions des groupes régionaux de l'UIT-T, en coordination et en collaboration avec le Directeur du BDT. |
| Au titre de la RÉSOLUTION 45 sur la coordination efficace des travaux de normalisation entre les commissions d'études de l'UIT‑T et le rôle du Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications, il a été décidé que la coordination des activités de l'UIT-T sur les questions et les travaux de normalisation hautement prioritaires relevant de plusieurs commissions d'études doit garantir la coopération et la coordination avec l'UIT‑R et l'UIT‑D et avec d'autres organismes de normalisation extérieurs. |
| Au titre de la RÉSOLUTION 50 sur la cybersécurité, il a été noté que l'UIT-T devra travailler en étroite collaboration avec l'UIT-D, en particulier dans le contexte de la Question 3/2, et le Directeur du TSB est chargé de continuer de tenir à jour, compte tenu de la base d'informations associée à la "Feuille de route pour la normalisation de la sécurité des TIC" et des efforts consacrés par l'UIT-D à la cybersécurité, un inventaire des initiatives nationales, régionales et internationales et d'apporter un appui au Directeur du BDT en vue d'aider les États Membres à mettre en place un cadre approprié entre les pays en développement. |
| Au titre de la RÉSOLUTION 52 sur la lutte contre le spam, les commissions d'études compétentes sont chargées de poursuivre la collaboration avec l'UIT-D, afin de continuer à élaborer, d'urgence, des Recommandations techniques en vue d'échanger de bonnes pratiques et de diffuser des informations dans le cadre d'ateliers communs, de séances de formation. La Commission d'études 17 de l'UIT-T est en outre chargée d'appuyer la Commission d'études 2 de l'UIT-D dans ses travaux sur la lutte contre le spam, en organisant des formations techniques, des ateliers et des activités dans différentes régions en ce qui concerne les aspects politiques, réglementaires et économiques du spam et leurs incidences. |

|  |
| --- |
| Au titre de la RÉSOLUTION 54 sur la création de groupes régionaux et l'assistance à ces groupes, le Directeur du TSB est chargé, en collaboration avec le Directeur du BDT, d'apporter tout l'appui nécessaire à la création et au bon fonctionnement des groupes régionaux, d'envisager d'organiser, chaque fois que cela est possible, des ateliers parallèlement aux réunions des groupes régionaux de l'UIT-T dans les régions concernées, et inversement, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'organisation des réunions et ateliers des groupes régionaux. Le Directeur du TSB est en outre chargé de coopérer avec le Directeur du BDT pour continuer d'apporter une assistance particulière aux groupes régionaux, pour encourager la poursuite de l'élaboration d'outils d'application informatisés et pour prendre des mesures appropriées destinées à faciliter la tenue de réunions des groupes régionaux actuels ou futurs. |
| Au titre de la RÉSOLUTION 58, visant à encourager la création d'équipes nationales d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) dans les Etats Membres, en particulier pour les pays en développement, le Directeur du TSB est chargé, en collaboration avec le Directeur du BDT, de définir de bonnes pratiques pour l'établissement d'équipes CIRT, de déterminer là où des équipes CIRT sont nécessaires, de collaborer avec des experts et des organismes internationaux pour l'établissement d'équipes CIRT nationales, de fournir un appui, selon les besoins, et de faciliter la collaboration entre les équipes CIRT nationales. |
| Au titre de la RÉSOLUTION 64 sur attribution des adresses IP et les mesures propres à faciliter le passage au protocole IPv6 ainsi que le déploiement de ce protocole, il est reconnu que les travaux futurs sur le renforcement des capacités humaines relatives au protocole IPv6 doivent se poursuivre sous la direction du Bureau de développement des télécommunications (BDT), en collaboration avec d'autres organisations concernées, si nécessaire. En outre, le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications est chargé, en collaboration étroite avec le Directeur du Bureau de développement des télécommunications, de poursuivre les activités menées actuellement par le Bureau de la normalisation des télécommunications (TSB) et le BDT, d'actualiser et de tenir à jour le site web donnant des informations sur les activités liées au protocole IPv6 menées dans le monde entier, de mieux faire connaître l'importance du déploiement du protocole IPv6, de faciliter les activités de formation conjointes et d'apporter un appui au BDT pour la mise en place d'une formation appropriée sur le protocole IPv6 à l'intention des ingénieurs, des opérateurs de réseau et des fournisseurs de contenus. |
| Au titre de la RÉSOLUTION 69 sur l'accès non discriminatoire aux ressources de l'Internet et aux télécommunications/TIC et l'utilisation non discriminatoire, les Directeurs du TSB, du BR et du BDT sont invités à contribuer au rapport sur l'avancement de la mise en oeuvre de cette Résolution. |
| Au titre de la RÉSOLUTION 70 sur l'accessibilité des télécommunications/TIC pour les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers, le Directeur du TSB est chargé de contribuer à la mise au point d'un programme de stages à l'échelle de l'UIT toute entière pour les personnes handicapées ayant des compétences techniques dans le domaine des TIC et le Directeur du TSB est invité à travailler, en collaboration avec les Directeurs du BR et du BDT, sur des questions liées à l'accessibilité, en particulier dans le domaine de la sensibilisation aux normes d'accessibilité des télécommunications/TIC et de leur rationalisation ainsi qu'à travailler, en collaboration avec l'UIT-D, sur des questions liées à l'accessibilité. |
| Au titre de la RÉSOLUTION 72 sur les problèmes de mesure et d'évaluation liés à l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques, il a été décidé d'inviter l'UIT-T à développer et à poursuivre ses travaux, y compris la coopération avec les commissions d'études de l'UIT-R et de l'UIT-D, et le Directeur du TSB est chargé, en étroite collaboration avec les Directeurs des deux autres Bureaux, d'appuyer l'élaboration de rapports identifiant les besoins des pays en développement, d'organiser dans les pays en développement des ateliers, de renforcer l'appui qu'il fournit aux pays en développement lorsqu'ils créent des centres régionaux équipés de bancs d'essai pour surveiller en permanence les niveaux des champs électromagnétiques. |
| Au titre de la RÉSOLUTION 73 sur les technologies de l'information et de la communication, l'environnement et les changements climatiques, il est tenu compte des initiatives relatives aux changements climatiques et au rôle des TIC, entreprises par l'UIT-D et l'UIT-R. En outre, le Directeur du TSB est chargé de collaborer avec les Directeurs des deuxautres Bureaux en vue de mettre en oeuvre cette Résolution. |
| Au titre de la RÉSOLUTION 76 sur les études relatives aux tests de conformité et d'interopérabilité, l'assistanceaux pays en développement et le futur programme éventuel de marque UIT, les Etats Membres et les Membres du Secteur de l'UIT-D sont invités à évaluer et à analyser les risques et les différents coûts résultant de l'absence de tests C&I, en particulier dans les pays en développement, et à fournir à ces pays les informations et les recommandations nécessaires sur la base des bonnes pratiques, pour éviter tout manque à gagner. Le Directeur du TSB est chargé, en coopération avec les Directeurs du BR et du BDT, de poursuivre, selon qu'il conviendra, les activités préliminaires nécessaires dans chaque région, pour identifier les problèmes auxquels sont confrontés les pays en développement afin d'assurer l'interopérabilité des équipements et services de télécommunication/TIC et pour établir un ordre de priorité entre ces problèmes, ainsi que, en coopération avec le Directeur du BDT, de mettre en oeuvre un programme UIT de conformité et d'interopérabilité en vue de l'instauration éventuelle d'une base de données permettant d'identifier la conformité et l'origine des produits. |
| Au titre de la RÉSOLUTION 78 sur les applications et les normes relatives aux technologies de l'information et de la communication pour améliorer l'accès aux services de cybersanté, il est pris note des travaux et des études actuellement effectués par la Commission d'études 2 de l'UIT-D au titre de la Question 14-3/2, et le Directeur du TSB est chargé, en collaboration avec les Directeurs du BDT et du BR, d'envisager en priorité de renforcer les initiatives sur les télécommunications/TIC dans le domaine de la cybersanté et de coordonner leurs activités de normalisation en la matière, de poursuivre et de renforcer les activités de l'UIT sur les applications des télécommunications/TIC au service de la cybersanté, de travailler en collaboration avec l'OMS, des établissements universitaires et d'autres organisations concernées en ce qui concerne les activités relatives à la cybersanté en général et à cette Résolution en particulier, et d'organiser des séminaires et des ateliers sur la cybersanté. |

**Annex**

**Detailed text of WTSA Resolutions relevant to the work of ITU-D**

|  |  |
| --- | --- |
| Number / Resolution | Relevant text |
| NEW RESOLUTIONEvaluation of the implementation of WTSA Resolutions | **instructs** the Director of TSB in collaboration with Directors of the other Bureaux to take the necessary actions to assess the implementation of the WTSA Resolutions by all parties concerned |
| NEW RESOLUTIONEnhancing the non-radio aspects related standardization activities in ITU-T on international mobile telecommunications | **instructs** ITU-T Study Group 13, to maintain the roadmap of IMT standardization activities in ITU-T, which should include work items to progress the non-radio side related standardization work on IMT, and share this with relevant groups of ITU-R and ITU-D as the mission of the lead group for IMT (especially IMT-2020); |
| NEW RESOLUTIONInternational mobile roaming (IMR) | **instructs** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau 1 to organize initiatives, in collaboration with the Director of the Telecommunication Development Bureau (BDT), to raise awareness on the consumer's benefits of lowering international mobile roaming rates;**encourages** the Directors of the three Bureaux to investigate new ways to improve the efficiency of ITU work on IMT, |
| NEW RESOLUTIONStudies concerning the protection of users of telecommunication / information and communication technology services | **invites** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau 1 to assist the Director of the Telecommunication Development Bureau in the implementation of Resolution 196 (Busan, 2014) |
| NEW RESOLUTIONPromoting the use of information and communication technologies to bridge the financial inclusion gap | **instructs** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau, in collaboration with the Directors of the other Bureaux 1 to report on progress on the implementation of this resolution annually to the Council and to the 2020 world telecommunication standardization assembly; 2 to support the development of reports and best practices on digital financial inclusion, taking into consideration relevant studies, where clearly within the mandate of the Union and not duplicative of work other SDOs and institutions are responsible; 3 to establish a platform or, where possible, connect to those already existing, for peer learning, dialogue and experience-sharing in digital financial services among countries and regions, regulators from telecommunication and financial services sectors, industry experts and international and regional organizations; 4 to organize workshops and seminars for the ITU membership in collaboration with other relevant SDOs and institutions with primary responsibility for financial services standards development, implementation and capacity building, in order to raise awareness and identify regulators' particular needs and challenges in enhancing financial inclusion |
| NEW RESOLUTIONITU-T studies for combating counterfeit telecommunication / Information Communication Technologies devices | **instructs** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau, in close collaboration with the Director of the Telecommunication Development Bureau1 to organize workshops and events across ITU regions to promote the work in this field, involving all stakeholders and raising awareness of the impact of counterfeit and tampered telecommunication/ICT devices;2 to assist developing countries in preparing human resources to combat the spread of counterfeit and tampered telecommunication/ICT devices, by providing capacity-building and training opportunities;3 to work in close collaboration with relevant stakeholders, such as the World Trade Organization (WTO), the World Intellectual Property Organization, (WIPO), the World Health Organization (WHO) and the World Custom Organization (WCO) relating to combating counterfeit and tampered telecommunication/ICT devices, including to restrict the trading, export and circulation of these telecommunication/ICT devices internationally;4 to coordinate activities relating to combating counterfeit and tampered telecommunication/ICT devices through study groups, focus groups and other related groups.;5 to assist Member States in taking the necessary actions to apply relevant ITU-T Recommendations for combating counterfeit and tampered telecommunication/ICT devices, including use of conformity assessment systems**Instruct** the Director of TSB in close collaboration with the BDT and BR Directors1 to assist Member States in addressing their concerns with respect to counterfeit and tampered telecommunication/ICT devices, through information sharing at regional or global level, including conformity assessment systems;2 to assist all the membership, considering relevant ITU-T recommendations, in taking the necessary actions to prevent or detect the tampering with and/or duplication of unique telecommunication/ICT device identifiers, interacting with other telecommunication standards-development organizations related to these matters |
| NEW RESOLUTIONFacilitating the implementation of the Smart Africa Manifesto | **instructs** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau, in collaboration with the Director of the Telecommunication Development Bureau1 to establish mechanisms for collaboration and cooperation between ITU-T study groups and the Smart Africa office in the development of standards;2 to continue supporting the Smart Africa Manifesto in accordance with Resolution 195 (Busan, 2014);3 to provide assistance to Smart Africa and Africa regional groups from within the assigned budget in order to support pilot projects aimed at speeding up the implementation of ITU standards and Recommendations;4 to strengthen training and guide Smart Africa member states, partner organizations and industries in their adoption of ITU-T standards |
| NEW RESOLUTIONEnhancing the standardization of Internet of things and Smart Cities and Communities for global development | **instructs** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau, in collaboration with the Directors of the Telecommunication Development Bureau and the Radiocommunication Bureau1 to prepare reports considering, in particular, the needs of developing countries in terms of the study of IoT and its applications, sensor networks, services and infrastructure;2 to continue disseminating ITU publications on IoT and SC&C, as well as organizing forums, seminars and workshops on the subject, taking into account the needs of developing countries, in particular, |
| NEW RESOLUTIONITU Telecommunication Standardization Sector initiatives to raise awareness on best practices and policies related to service quality | **instructs** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau, in close collaboration with the Director of the Telecommunication Development Bureau1 to assist developing and least developed countries in identifying human and institutional capacity-building opportunities for establishing national quality measurement frameworks;2 to conduct activities in each region in order to identify and prioritize the problems faced by developing and least developed countries related to the provision of acceptable service quality to users;3 based on results of instructs 2 above, to assist developing and least developed countries in elaborating and implementing actions to improve service quality and keep users informed, |
| NEW RESOLUTIONCombating mobile telecommunication device theft | **resolves** to instruct the Director of the Telecommunication Standardization Bureau in collaboration with the Directors of the Radiocommunication Bureau and Telecommunication Development Bureau1 to compile information on best practices developed by industry or governments and promising trends in combating mobile device theft;2 to facilitate, in collaboration with industry organizations and SDOs, the standardization and dissemination of recommendations, technical reports and guidelines to combat mobile device theft and its negative effects, specifically regarding the exchange of mobile device identifiers reported stolen/lost, and to prevent lost/stolen mobile devices from accessing the mobile networks.3 to consult with the Sector's relevant study groups, manufacturers of mobile devices, manufacturers of telecommunication network components, operators, telecommunication standards-development organizations as well as developers of promising technologies related to these matters, in order to identify existing and future technological measures, both software and hardware, to mitigate the consequences of the use of stolen mobile devices;4 to provide assistance, within ITU-T's expertise and within available resources, as appropriate, in cooperation with relevant organizations, to Member States, if so requested, in order to reduce mobile device theft and the use of stolen mobile devices in their countries, |
| RESOLUTION 2ITU Telecommunication Standardization Sector study group responsibility and mandates | **ITU-T SG 13**In order to assist countries with economies in transition, developing countries and especially the least developed countries in the application of networks of the future including IMT-2020 and other innovative technologies, Study Group 13 maintains a dedicated Question on this topic and its regional group for Africa. By this, consultations should be enabled with representatives of the ITU Telecommunication Development Sector with a view to identifying how this assistance might best be done through an appropriate activity conducted in conjunction with ITU-D.**ITU-T SG 20**Framework and roadmaps for the harmonized and coordinated development of Internet of things (IoT), including M2M communications, ubiquitous sensor networks and smart sustainable cities, in ITU-T and in close cooperation with ITU-D and ITU-R SGs and other regional and international standards organizations and industry forums; |
| RESOLUTION 18Principles and procedures for the allocation of work to, and strengthening coordination and cooperation among, the ITU Radiocommunication, ITU Telecommunication Standardization and ITU Telecommunication Development Sector | **invites****1** RAG, TSAG and TDAG to continue to assist the Intersector Coordination Group on Matters of Mutual Interest in the identification of subjects common to the three Sectors and mechanisms to enhance cooperation and collaboration in all Sectors on matters of mutual interest;2 the Directors of the Radiocommunication (BR), Telecommunication Standardization (TSB) and Telecommunication Development (BDT) Bureaux and ISC TF to report to the Intersector Coordination Group on Matters of Mutual Interest and the respective Sector advisory groups on options for improving cooperation at the secretariat level to ensure that close coordination is maximized, |
| RESOLUTION 29Alternative calling procedures on international telecommunication networks | **instructs** the Director of the Telecommunication Standardization Bureauto continue to cooperate with the Director of the Telecommunication Development Bureau in order to facilitate the participation of developing countries in these studies and to make use of the results of the studies, and in the implementation of this resolution |
| RESOLUTION 44Bridging the standardization gap between developing[[1]](#footnote-1) and developed countries | **resolves**1that the action plan annexed to this resolution, having the objective of bridging the standardization gap between developed and developing countries, should be continued and be reviewed on an annual basis to take into account the requirements of developing countries;2 that ITU-T, in collaboration with the other Sectors, especially the ITU Telecommunication Development Sector (ITU-D), as appropriate, shall develop a programme to:i) assist developing countries in developing strategies and methods that facilitate the process of linking innovations to the standardization process;ii) assist developing countries in developing means to align their national industrial and innovation strategies towards the goal of achieving highest impact on their socio-economic ecosystems;**iii)** assist developing countries on developing strategies in establishing national/international test laboratories for emerging technologies;3 that, subject to Council approval, there should be free online access to the manuals, handbooks, directives and other ITU material related to understanding and implementation of ITU-T Recommendations, particularly in the area of developing planning, operation and maintenance of telecommunication equipment and networks;4 to support, within available or otherwise contributed resources, and on a case-by-case basis, the coordinated creation of regional groups of ITU-T study groups, and encourage cooperation and collaboration of these groups with other regional standardization entities;5 to maintain in the annual budget of the Union a separate expenditure line item for bridging the standardization gap activities, while at the same time voluntary contributions should be further encouraged; 6 that interpretation shall be provided, based on the requests of participants, and all study group and working party plenary meetings and the entire meeting of TSAG,**resolves further** that ITU regional offices1be engaged in the activities of TSB in order to promote and coordinate standardization activities in their regions to support the implementation of the relevant parts of this resolution and to carry out the objectives of the action plan, and launch campaigns to attract new Sector Members, Associates and Academia from developing countries to join ITU-T, and to provide the necessary assistance to the regional groups of ITU-T study groups;2 assist, within the offices' budgets, the vice-chairmen appointed with specific responsibilities, including, among others, the following: i) closely work with ITU members in the region in order to mobilize them to participate in ITU standardization activities to assist in bridging the standardization gap;ii) make mobilization and participation reports to the ITU body concerning the region;iii) prepare and submit a mobilization programme for the regions that they represent at the first meeting of TSAG or a study group and send a report to TSAG;iv) inform ITU members of programmes and initiatives within ITU-D that could assist in bridging the standardization gap;3 organize and coordinate the activities of the regional groups of ITU-T study groups,**instructs** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau, in collaboration with the Directors of Telecommunication Development Bureau and the Radiocommunication Bureau, within available resources1 to continue implementing the objectives of the action plan annexed to this resolution;2 to encourage the formation of partnerships under the patronage of ITU-T as one of the means for financing and implementing the objectives of the action plan annexed to this resolution;3 to consider, whenever possible, holding workshops concurrently with meetings of the ITU-T regional groups, in coordination and collaboration with the Director of BDT;4 to assist developing countries with their studies, particularly in respect of their priority questions and towards developing and implementing ITU-T Recommendations;5 to continue the activities of the implementation group established within TSB to organize, mobilize resources, coordinate efforts and monitor work related to this resolution and the associated action plan;6 to carry out the necessary studies on the role of innovation management and innovation stimulation programmes on bridging the standardization gap between the developed and developing countries;7 to include in the TSB budget proposal to Council funds identified for the implementation of this resolution, taking into account financial constraints and existing and planned BDT activities;8 to report on the implementation of this plan to future world telecommunication standardization assemblies and plenipotentiary conferences, with a view to reviewing this resolution and introducing the appropriate amendments in the light of implementation outcomes, as well as the budgetary adjustments needed;9 to provide support and assistance to developing countries, if requested, in drafting/developing a set of guidelines on the application of ITU-T Recommendations at the national level order to enhance their participation in ITU-T study groups, with the assistance of the ITU regional offices, for bridging the standardization gap;10 to enhance use of electronic channels such as webinars or e-learning for education and training on implementation of ITU-T Recommendations;11to provide all necessary support and measures for creating and ensuring the smooth functioning of the regional groups, and to facilitate the organization of their meetings and workshops for disseminating information and increasing understanding of new Recommendations, in particular for developing countries;12 to report on the effectiveness of the regional groups to Council;13 to conduct workshops and seminars, as appropriate, for disseminating information and increasing understanding of new Recommendations and implementation guidelines for Recommendations, in particular for developing countries;14 to provide remote participation, where possible, for more ITU-T workshops, seminars and forums, encouraging greater participation by developing countries;15 to leverage existing ITU-D platforms, such as the Global Innovation Platform, in order for developing countries to have greater involvement in ITU-T's standardization work;16 to study the possibility of generating additional revenue for ITU-T activities on bridging the standardization gap, through identifying new financial resources not related to the voluntary contributions mentioned above,further instructs the study groups3 to continue liaising with ITU-D study groups, where appropriate, when developing new or revised ITU-T Recommendations, on the specific needs and requirements of developing countries, in order to broaden the appeal and applicability of the Recommendations in those countries;**invites** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau 1to work closely with the Directors of BDT and the Radiocommunication Bureau (BR) in order to encourage the formation of partnerships under the patronage of ITU-T as one of the means for financing the action plan;2 to consider, whenever possible, holding workshops concurrently with meetings of the ITU-T regional groups, in coordination and collaboration with the Director of BDT, |
| RESOLUTION 45Effective coordination of standardization work across study groups in the ITU Telecommunication Standardization Sector and the role of the ITU Telecommunication Standardization Advisory Group | **resolves** that the coordination of ITU‑T activities in regard to high-priority standardization issues and work related to more than one study group should ensure:V) cooperation and coordination with the ITU Radiocommunication and Telecommunication Development Sectors and with other, external, standardization bodies |
| RESOLUTION 50Cybersecurity | **noting**4 that ITU-T should work closely with ITU-D, particularly in the context of Question3/2, Securing information and communication networks: Best practices for developing a culture of cybersecurity;**instructs** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau1 to continue to maintain, in building upon the information base associated with the "ICT Security Standards Roadmap" and the ITU-D efforts on cybersecurity, and with the assistance of other relevant organizations, an inventory of national, regional and international initiatives and activities to promote, to the maximum extent possible, the worldwide harmonization of strategies and approaches in this critically important area;8 to support the BDT Director on assisting Member States in the establishment of an appropriate framework between developing countries allowing rapid response to major incidents, and to propose an action plan to increase their protection, taking into account mechanisms and partnerships, as appropriate; |
| RESOLUTION 52Countering and combating spam | **resolves** to instruct the relevant study groups2 to continue collaboration with ITU-D and with the relevant organizations, including other relevant standards organizations (e.g. the Internet Engineering Task Force (IETF), in order to continue developing, as a matter of urgency, technical Recommendations with a view to exchanging best practices and disseminating information through joint workshops, training sessions, etc.,**further instructs** 2 ITU-T Study Group 17 to support ITU-D Study Group 2 on countering and combating spam in its work providing technical training sessions, workshops activities in different regions related to spam policy, regulatory and economic issues and their impact; |
| RESOLUTION 54Creation of, and assistance to, regional groups | **instructs** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau, in collaboration with the Director of the Telecommunication Development Bureau, within the allocated or contributed resources that are available1 to provide all necessary support for creating and ensuring the smooth functioning of the regional groups;2 to consider holding, whenever possible, workshops concurrently with meetings of the ITU-T regional groups, in the relevant regions, and vice versa;3 to take all necessary measures to facilitate the organization of meetings and workshops of the regional groups,**calls upon** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau to cooperate with the Director of the Telecommunication Development Bureau in order to:i) continue to provide specific assistance to regional groups;ii) encourage the continuing development of computerized application tools related to their cost methodology by the members of the regional groups of Study Group 3;iii) take appropriate steps to facilitate meetings of the current and future regional groups in order to promote the necessary synergies among the three Sectors and thereby improve the effectiveness and efficiency of the study groups, |
| RESOLUTION 58Encouraging the creation of national computer incident response teams, particularly for developing countries | **instructs** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau, in collaboration with the Director of the Telecommunication Development Bureau1 to identify best practices to establish CIRTs;2 to identify where CIRTs are needed;3 to collaborate with international experts and bodies to establish national CIRTs;4 to provide support, as appropriate, within existing budgetary resources;5 to facilitate collaboration between national CIRTs, such as capacity building and exchange of information, within an appropriate framework, |
| RESOLUTION 64IP address allocation and facilitating the transition to and deployment of IPv6 | **recognizing** that future work on IPv6 human capacity building is to be continued and led by the Telecommunication Development Bureau (BDT), in collaboration with other relevant organizations, if required,**instructs** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau, in close collaboration with the Director of the Telecommunication Development Bureau:1 to continue the ongoing activities between the Telecommunication Standardization Bureau (TSB) and BDT, taking into consideration the involvement of those partners willing to participate and bring their expertise to assist developing countries with IPv6 migration and deployment, and respond to their regional needs as identified by BDT, taking into account WTDC Resolution 63 (Rev. Dubai, 2014);2 to update and maintain the website which provides information about global activities related to IPv6, in order to facilitate awareness-raising and highlight the importance of IPv6 deployment for all ITU members and interested entities, as well as information related to training events being undertaken by ITU and relevant organizations (e.g. regional Internet registries (RIR), network operator groups and the Internet Society (ISOC)); 3 to promote awareness of the importance of IPv6 deployment, to facilitate joint training activities, involving appropriate experts from the relevant entities, to provide information, including roadmaps and guidelines, and to assist in the continued establishment of IPv6 test-bed laboratories in developing countries in collaboration with appropriate relevant organizations, and its advantage over IPv4 with regard to the Internet of Things (IoT) given the substantial demand for IP addresses for IoT devices;4 to support BDT in relevant IPv6 training for engineers, network operators and content providers which can enhance their skills and further apply at their respective organisations, |
| RESOLUTION 69Non‑discriminatory access and use of Internet resources and telecommunications/ICTs | **invites** Directors of the Telecommunication Standardization Bureau, Radiocommunication Bureau and Telecommunication Development Bureauto contribute on the progress on resolution, |
| RESOLUTION 70Telecommunication/information and communication technology accessibility for persons with disabilities and persons with specific needs | **instructs** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau2 to contribute to the development of an ITU-wide internship programme for persons with disabilities who have expertise in the field of ICTs, so as to build capacity among persons with disabilities in the standards-making process and to raise awareness within ITU-T of the needs of persons with disabilities;invites the Director of the Telecommunication Standardization Bureau3 to work collaboratively on accessibility-related activities with the Directors of the Radiocommunication Bureau (BR) and the Telecommunication Development Bureau (BDT), in particular concerning awareness and mainstreaming of telecommunication/ICT accessibility standards, reporting findings to the Council as appropriate;4 to work collaboratively on accessibility-related activities with ITU-D, in particular developing programmes that enable developing countries to introduce services that allow persons with disabilities to utilize telecommunication services effectively |
| RESOLUTION 72Measurement and assessment concerns related to human exposure to electromagnetic fields | **resolves**to invite ITU-T, in particular Study Group 5, to expand and continue its work and support in this domain, including but not limited to: iv) cooperating on these issues with ITU-R Study Groups 1 and 6, and with Study Group 2 of the ITU Telecommunication Development Sector (ITU-D) in the framework of Question 7/2;**instructs** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau, in close collaboration with the Directors of the other two Bureaux, and within the available financial resources1 to support the development of reports identifying the needs of developing countries on the issue of assessing human exposure to EMF, and submit the reports as soon as possible to ITU-T Study Group 5 for its consideration and action in accordance with its mandate; 2 to regularly update the ITU-T portal on EMF activities including, but not limited to, the ITU EMF guide, links to websites and flyers;3 to hold workshops in developing countries with presentations and training on the use of equipment employed in assessing human exposure to RF energy;4 to extend its support for developing countries while they establish their regional centres equipped with test benches for continuous monitoring of EMF levels, especially in selected areas where the public has concerns, and transparently provide the data to the general public by using, among other things, the modalities listed in [Resolutions 44 (Rev. Hammamet, 2016)] and [76 (Rev. Hammamet, 2016)] of this assembly, in the context of the development of the regional test centres, and of Resolution 177 (Rev. Busan, 2014) of the Plenipotentiary Conference;5 to report to the next world telecommunication standardization assembly on measures taken to implement this resolution, |
| RESOLUTION 73 Information and communication technologies, environment and climate change | **considering also**b) in addition to the work in ITU-T, the ITU Radiocommunication Sector (ITU-R) and ITU Telecommunication Development Sector (ITU-D) initiatives in considering climate change and the role of ICTs;**instructs** all ITU-T study groups6 to liaise with the relevant ITU-R and ITU-D study groups and promote liaison with other standards development organizations and forums in order to avoid duplication of work, optimize the use of resources and accelerate the availability of global standards,**instructs** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau, in collaboration with the Directors of the other Bureaux1 to report on progress on the application of this resolution annually to the ITU Council and to the next world telecommunication standardization assembly;2 to keep up to date the calendar of events relevant to ICTs, the environment and climate change based on proposals by TSAG and in close collaboration with the other two Sectors;3 to launch pilot projects, aimed at bridging the standardization gap, on environmental sustainability issues, in particular in developing countries;4 to support the development of reports on ICTs, the environment and climate change, taking into consideration relevant studies, in particular the ongoing work of Study Group 5, including issues related to, inter alia, circular economy, green data centres, smart buildings, green ICT procurement, cloud computing, energy efficiency, smart transportation, smart logistics, smart grids, water management, adaptation to climate change and disaster preparedness, and how the ICT sector contributes to annual reductions in GHG emissions, and submit the reports as soon as possible to Study Group 5 for its consideration;5 to organize forums, workshops and seminars for developing countries, to raise awareness and identify their particular needs and challenges on environment and climate-change issues;6 to develop, promote and disseminate information and training programmes on ICTs, environment and circular economy;7 to report on progress of the ITU/WMO/UNESCO IOC Joint Task Force to investigate the potential of using submarine telecommunication cables for ocean and climate monitoring and disaster warning;8 to promote the ITU-T Global Portal on ICTs, environment and climate change and its use as an electronic forum for exchange and dissemination of ideas, experience and best practices on ICTs, the environment and climate change;9 to report to TSAG on the progress regarding invites the Secretary-General below |
| RESOLUTION 76Studies related to conformance and interoperability testing, assistance to developing countries[[2]](#footnote-2)1, and a possible future ITU Mark programme | **invites** Member States and ITU-D Sector Membersto evaluate and assess the risks and various costs resulting from the lack of C&I tests, particularly in developing countries, and share necessary information and recommendations to avoid losses, based on best practices,**instructs** the Director of the Telecommunication Standardization Bureau 1 in cooperation with the Radiocommunication Bureau and the Telecommunication Development Bureau (BDT), to continue to conduct as necessary exploratory activities in each region in order to identify and prioritize the problems faced by developing countries related to achieving interoperability of telecommunication/ICT equipment and services;4 in cooperation with the Director of BDT, to implement an ITU C&I programme for possible introduction of a database identifying products' conformance and origin; |
| RESOLUTION 78Information and communication technologies and standards for improved access to e-health services  | **noting**a) ongoing work and studies in Study Group 2 of the ITU Telecommunication Development Sector (ITU-D) under Question 14-3/2, on information and telecommunications/ICT for e-health;e) ongoing work in ITU-D to reduce the digital divide in the area of e-health**resolves** to instruct the Director of the Telecommunication Standardization Bureau, in collaboration with the Director of the Telecommunication Development Bureau and the Director of the Radiocommunication Bureau 1 to consider with priority the enhancement of telecommunication/ICT initiatives in e health and to coordinate their related standardization activities;2 to continue and further develop ITU activities on telecommunication/ICT applications for e-health in order to contribute to the wider global efforts concerning e-health;3 to work collaboratively with WHO, academia and other relevant organizations on activities related to e-health in general and to this resolution in particular;4 to organize seminars and workshops on e-health for developing countries1 and gauge the needs of the developing countries, which are the countries with the greatest need for e-health applications, |
|  |  |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. These include the least developed countries, small island developing states, landlocked developing countries and countries with economies in transition. [↑](#footnote-ref-1)
2. [↑](#footnote-ref-2)